

CCFD - Terre Solidaire

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

4, Rue Jean Lantier

75001 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

CCFD - Terre Solidaire

Association régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901

4, Rue Jean Lantier
75001 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'assemblée générale de l'association CCFD - Terre Solidaire

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CCFD - Terre Solidaire relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable concernant la première application des règlements comptables ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 décrit dans la partie « Principes comptables généraux » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 2 juin 2026

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Estelle EVEN

CCFD-Terre Solidaire

COMPTES ANNUELS 2025

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Bilan

Compte de résultat

Annexes

LE BILAN

ACTIF	EXERCICE 2025			EXERCICE 2024
	Brut	Amortissements & dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets et droits similaires	3 530 672	3 154 171	376 501	231 667
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	109 488		109 488	131 177
Immobilisations corporelles				
Terrains	602 479		602 479	602 479
Constructions	14 053 187	7 570 037	6 483 150	6 317 898
Installations techniques, matériel et outillage industriels	126 004	114 427	11 577	4 076
Autres immobilisations corporelles	1 680 606	1 454 530	226 077	245 512
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	4 335		4 335	4 650
Biens reçus par legs ou donations destinées à être cédés	3 411 501		3 411 501	2 711 243
Immobilisations financières				
Participations	2 933 431	30 011	2 903 420	2 854 178
Créances rattachées à des participations	4 955	4 955	0	0
Autre titres immobilisés				
Prêts	20 822		20 822	26 714
Autres immobilisations financières	4 590		4 590	140
Total I	26 482 068	12 328 130	14 153 938	13 129 735
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Marchandises	44 465	4 246	40 219	44 700
Avances et acomptes sur commandes	0		0	43 146
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	15 873		15 873	186
Créances reçues par legs ou donations	3 246 128		3 246 128	1 987 946
Autres créances	4 397 170		4 397 170	4 989 275
Charges constatées d'avance	980 018		980 018	615 474
Valeurs mobilières de placement	22 569 779	2 131	22 567 648	23 699 198
Disponibilités	6 528 617		6 528 617	11 357 071
Total II	37 782 048	6 376	37 775 671	42 736 995
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	64 264 116	12 334 506	51 929 610	55 866 731

PASSIF	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	7 561 973	7 561 973
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	21 928 001	21 471 361
Ecart de réévaluation immeubles	1 556 840	1 556 840
Report à nouveau	2 689 868	2 717 110
Excédent ou déficit de l'exercice	-3 769 097	429 398
Situation nette (sous total)	29 967 585	33 736 682
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	5 197	5 725
Provisions réglementées		
Total I	29 972 782	33 742 407
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	5 597 891	3 732 724
Fonds dédiés	1 114 648	1 035 383
Total II	6 712 539	4 768 107
PROVISIONS		
Provisions pour risques	886 504	502 464
Provisions pour charges	755	725
Total III	887 259	503 189
PASSIF		
EXERCICE 2025		
EXERCICE 2024		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 013 467	1 823 293
Dettes des legs ou donations	1 113 721	1 016 631
Dettes fiscales et sociales	2 868 459	2 682 973
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 675 720	3 926 012
Produits constatés d'avance	4 685 663	7 404 120
Total IV	14 357 030	16 853 029
Ecarts de conversion passifs (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	51 929 609	55 866 731

LE COMPTE DE RESULTAT

COMPTE DE RÉSULTAT	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	VARIATION	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations	28 380	26 278	2 102	8%
Ventes de biens et services				
Ventes des biens	1 122	13 200	-12 078	-92%
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	417 900	58 212	359 688	618%
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subvention d'exploitation	5 056 735	5 580 078	-523 343	-9%
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuel	27 474 814	27 732 559	-257 745	-1%
Mécénats	114 414	126 814	-12 400	-10%
Legs, donations et assurances-vie	3 122 866	7 742 459	-4 619 593	-60%
Contributions financières reçues	1 627 926	1 905 148	-277 222	-15%
Resprise sur amortissements, dépréciations et provisions	0	1 258 432	-1 258 432	-100%
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		0	0	
Utilisations des fonds dédiés	512 674	851 593	-338 919	-40%
Autres produits	6 278	0	6 278	
Total I	38 363 108	45 294 773	-6 931 665	-15%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	0	0	0	
Variation de stock	4 520	1 882	2 638	140%
Autres achats et charges externes	10 623 357	11 146 270	-522 913	-5%
Aides financières	17 461 657	19 969 069	-2 507 412	-13%
Impôts, taxes et versements assimilés	1 091 015	1 070 930	20 085	2%
Salaires	8 458 598	8 316 634	141 964	2%
Cotisations sociales	3 023 215	3 900 770	-877 555	-22%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	585 594	0	585 594	
Dotations aux provisions	280 040	525 980	-245 940	-47%
Valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles cédés	0			
Reports en fonds dédiés	591 938	480 451	111 487	23%
Autres charges	256 056	261 450	-5 394	-2%
Total II	42 375 991	45 673 435	-3 297 445	-7%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-4 012 883	-378 662	-3 634 220	960%
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 035	851	184	22%
Autres intérêts et produits assimilés	139 016	234 883	-95 867	-41%
Reprises sur provisions et dépréciations	119 872	505 678	-385 806	-76%
Différences positives de change	0	149	-149	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0	
Total III	259 923	741 562	-481 638	-65%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	987	965	22	2%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placements	0	8 372	-8 372	-100%
Différences négatives de change	0	269	-269	-100%
Total IV	987	9 606	-8 619	-90%
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	258 936	731 956	-473 019	-65%
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	-3 753 946	353 294	-4 107 238	-1163%
PRODUITS EXCEPTIONNELS V	0	152 233	-152 233	-100%
CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	0	30 901	-30 901	-100%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	121 332	-121 332	-100%
Participation des salariés aux résultats (VII)	0	0	0	
Impôts sur les bénéfices (VIII)	15 150	45 227	-30 077	-67%
TOTAL DES PRODUITS	38 623 031	46 188 568	-7 565 536	-16%
TOTAL DES CHARGES	42 392 127	45 759 169	-3 367 043	-7%
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-3 769 096	429 400	-4 198 493	-978%

COMPTE DE RÉSULTAT		EXERCICE 2025	EXERCICE 2024	VARIATION	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
Dons en nature		1 977 953	2 191 000	-213 047	-10%
Préstations en nature		19 681 271	14 187 771	5 493 500	39%
Bénévolat					
Total		21 659 224	16 378 771	5 280 453	32%
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE					
Secours en nature					
Mises à disposition gratuite de biens					
Préstations en nature		1 977 953	2 191 000	-213 047	-10%
Personnel bénévole		19 681 271	14 187 771	5 493 500	39%
Total		21 659 224	16 378 771	5 280 453	32%

SOMMAIRE DES ANNEXES

INFORMATION GENERALE : OBJET SOCIAL, NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES, MOYENS MIS EN ŒUVRE 1	
PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	2
INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF	8
INFORMATIONS RELATIVES AU PASSIF	14
ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	19
INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT.....	19
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE.....	23
COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD) ET COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC (CER)	25
FILIALES ET PARTICIPATIONS.....	31
EVENEMENTS POST-CLOTURE	34

X LES ELEMENTS DEVELOPPES DANS L'ANNEXE ONT POUR OBJECTIF DE COMPLETER ET D'EXPLICITER LES INFORMATIONS DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT. CES NOTES ET ANNEXES SONT ISSUES DE LA COMPTABILITE GENERALE DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE ET FONT PARTIE INTEGRANTE DES COMPTES ANNUELS.

1. INFORMATION GENERALE : OBJET SOCIAL, NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES, MOYENS MIS EN ŒUVRE

Le règlement ANC n° 2018-06 prévoit cette rubrique, par l'article 431-2.

Les statuts, adoptés à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 janvier 2020 stipulent que l'association CCFD-Terre Solidaire a pour but de :

- Agir, partout dans le monde, en particulier en faveur des plus vulnérables, sur toutes les causes de la faim, des pauvretés et des inégalités en s'inscrivant dans une perspective de solidarité internationale pour le respect des droits humains et des peuples
- Œuvrer au rapprochement de la société civile d'ici et là-bas pour un monde plus juste et solidaire, en se plaçant dans une dynamique de transformation sociale et dans une logique de respect des peuples et de leurs cultures
- Participer à la construction du bien commun en articulant justice sociale et préservation de la planète.

Les moyens d'actions du CCFD-Terre Solidaire sont notamment :

- l'appui à des actions et programmes de développement,
- la participation à des manifestations internationales et intergouvernementales, en lien avec le développement,
- l'organisation de la Campagne annuelle de Carême,
- l'organisation de toute animation destinée au public,
- l'organisation de campagnes de plaidoyer,
- la conception, l'édition, l'impression et la publication de tous supports écrits, visuels ou audiovisuels destinés à une action d'éducation et d'animation de l'opinion publique,
- l'organisation et la tenue de conférences, colloques, séminaires, journées de formation et congrès en liaison avec les objectifs du CCFD-Terre Solidaire,
- la mise en place et l'allocation de bourses et secours,

- toutes formes d'appel public à la générosité,
- les cofinancements et la recherche de subventions,
- la création et l'octroi de labels,
- la promotion et le développement d'outils financiers solidaires.

2. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1.1 Principes comptables généraux

Le CCFD-Terre Solidaire produit ses comptes conformément au règlement ANC N° 2014-03 modifié par le nouveau règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 (qui notamment redéfinit les éléments à comptabiliser en résultat exceptionnel dont le périmètre est limité, et supprime la technique du transfert de charges), ainsi qu'au règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif modifié par le nouveau règlement ANC N° 2023-03 du 7 juillet 2023. Ces nouveaux règlements sont d'application obligatoire à compter de l'exercice 2025, ce qui constitue un changement de méthode comptable.

Les principaux impacts des nouveaux règlements comptables sur les comptes de l'association, sont notamment le fait que les transferts de charges, qui apparaissaient sur l'exercice précédent sur la ligne « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions », ont été reclassés principalement au crédit des charges des personnel. Par ailleurs la présentation des charges constatées d'avance se fait dorénavant dans les créances à l'actif du bilan.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- ⇒ Continuité de l'activité
- ⇒ Permanence des méthodes d'un exercice à l'autre, sous réserve des impacts résultant de la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 tel que décrits ci-dessus.
- ⇒ Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

1.2 Les immobilisations incorporelles et corporelles

Le patrimoine immobilier du CCFD-Terre Solidaire est constitué du siège de l'Association à Paris, de locaux de délégations diocésaines à Strasbourg, à Nantes ainsi qu'à Villeurbanne depuis 2025, d'un Espace Rencontre à Lourdes, et enfin d'un immeuble parisien occupé pour partie par la SIDI, filiale du CCFD-Terre Solidaire et pour partie par la délégation diocésaine de Paris. Ces immeubles

constituent des biens indissociables de l'activité du CCFD-Terre Solidaire et leur valeur, considérée d'utilité, a fait l'objet d'un amortissement à compter de l'exercice 2004.

L'ensemble des immobilisations a fait l'objet d'une réévaluation libre au 1^{er} janvier 1997, sur la base des valeurs nettes comptables au 31 décembre 1996. Les biens immobiliers ont été réévalués à dire d'expert, de 1 556 840 €.

En 2009, la valeur des terrains a été isolée dans la valeur totale des constructions pour les immeubles dont le CCFD-Terre Solidaire possède la totalité, à savoir les bâtiments rue Jean Lantier, l'immeuble de la rue Guy de la Brosse, et l'Espace Rencontre à Lourdes. C'est une expertise menée sur les immeubles du CCFD-Terre Solidaire en décembre 2008 qui a permis d'isoler la valeur du terrain dans la valeur de la construction, à partir d'un pourcentage fourni par l'expert : 15% pour le 4 rue Jean Lantier, 20% pour le 12 rue Guy de la Brosse.

1.3 Les règles d'amortissements

Les règles d'amortissement des immobilisations sont détaillées ci-dessous. Elles correspondent à leur durée d'utilisation. La durée d'amortissement des honoraires d'architecte est conforme à la durée d'amortissement des travaux sur lesquels portaient ces honoraires à partir de l'année 2010. De même c'est à partir de l'exercice 2010 que chacun des travaux engagés est rattaché à son lot d'immeuble.

Les immeubles (constructions) ont été séparés en différents composants selon la méthode des composants en 2010.

Règles d'amortissement des immobilisations

méthode des composants pour les biens immobiliers

Nature des biens à amortir	Mode	Durée
Immobilisations incorporelles		
Logiciels informatiques	Linéaire	2 – 3 ans
Immobilisations corporelles		
Immeubles		
<i>gros œuvres</i>	<i>Linéaire</i>	<i>100 ans</i>
<i>Façades et toitures</i>	<i>Linéaire</i>	<i>30 ans</i>
<i>Chauffage</i>	<i>Linéaire</i>	<i>20 ans</i>
<i>Aménagements décoration</i>	<i>Linéaire</i>	<i>15 ans</i>
Installations techniques et outillages	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et mobilier	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	5 ans
Matériel informatique de gestion	Linéaire	3 ans
Matériel informatique des Délégations Diocésaines	Linéaire	5 ans

Méthode des composants

En application des normes comptables nous appliquons la méthode des composants pour les biens immobiliers (constructions et travaux)

L'ensemble des biens immobiliers est décomposé en 4 natures de composants :

- Gros œuvre,
- Façades et toitures,
- Chauffage,
- Aménagement décorations...

1.4 Les titres de participation

Les titres de participation sont évalués au bilan du CCFD-Terre Solidaire selon la situation nette apparaissant au dernier bilan des filiales ou entreprises dont le CCFD-Terre Solidaire détient des participations. Lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur historique figurant au bilan, une provision pour dépréciation est comptabilisée pour le montant de l'écart constaté.

1.5 Les actifs et passifs provenant de legs ou donations

A la date d'acceptation, les actifs provenant des legs ou donations sont enregistrés au bilan en fonction de leur nature et destination :

- Les espèces, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés sont comptabilisés au débit du compte 461 « créances reçues par legs ou donations » jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres.
- Les biens autres et destinés à être cédés sont comptabilisés au débit du compte 24 « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » en les estimant à leur valeur vénale, jusqu'à leur cession.

Les passifs résultant de l'acceptation de legs ou donations sont constatés au bilan :

- Les dettes dont le défunt ne s'est pas libéré au jour de son décès ou celles grevant les biens donnés sont comptabilisées au crédit du compte 466 « Dettes des legs ou donations »
- Les engagements pris par le CCFD-Terre Solidaire au titre des obligations stipulées par le testateur font l'objet d'une provision comptabilisée au crédit du compte 152 « provisions pour charges sur legs ou donations »

1.6 Les dons reçus suite au mailing de Noël

Le CCFD-Terre Solidaire adresse à ses donateurs un mailing pour Noël. Les dons reçus, datés de 2025, encaissés en début 2026 sont rattachés à l'exercice 2025. Ils sont comptabilisés en recettes dans le compte de résultat, et en chèques à l'encaissement dans les disponibilités.

1.7 Les soldes bancaires

Les comptes principaux du CCFD-Terre Solidaire fonctionnent en soldes fusionnés. La présentation des soldes bancaires au bilan est réalisée en soldes compensés par établissement afin de donner une image fidèle des disponibilités réelles de l'association à la clôture des comptes.

1.8 Les valeurs mobilières de placement

Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. La comparaison de ce montant avec la valeur estimée de réalisation du portefeuille en fin d'année conduit – ou non – à enregistrer une provision pour dépréciation.

1.9 Les subventions d'investissement

Elles sont inscrites en fonds propres et reprises au compte de résultat, au rythme des amortissements des biens subventionnés.

1.10 Les fonds dédiés

Sont comptabilisés, à la clôture de l'exercice, dans les comptes de fonds dédiés, les montants non utilisés des ressources affectées de subventions, contributions financières, dons manuels, mécénat, legs, donations et assurances vie.

Les dons sont dédiés par les donateurs, soit de manière spontanée, soit en réponse à un appel d'urgence lancé par le CCFD-Terre Solidaire dans le cas de catastrophes naturelles ou de conflits.

Les produits issus des deux Fonds Communs de Placement, Solidarité CCFD-Terre Solidaire (ex-Eurco) et Faim & Développement sont également comptabilisés en dons dédiés pour les actions menées par la SIDI (conformément au prospectus du Fonds).

1.11 Les fonds reportés

A la clôture de l'exercice, les libéralités constatées en produits au cours de l'exercice et dont certains actifs à céder ne sont pas encore réalisés ou certains actifs financiers n'ont pas été reçus ou transférés donnent lieu à une écriture au passif du bilan en fonds reportés, avec pour contrepartie une charge. Ces fonds seront repris et constatés en produits au cours des exercices suivants, au fur et à mesure des encaissements et décaissements liés à la réalisation de la libéralité.

1.12 Les legs, donations et assurances-vie

La rubrique « Legs, donations et assurances vie » des produits d'exploitation du compte de résultat intègre des comptes de charges et produits associés pour leur montant net dont le détail est présenté sous forme de tableau (Informations sur compte de résultat).

Une assurance vie est comptabilisée en produit à la réception des fonds.

En cas de gestion temporaire de biens reçus par legs ou legs destinés à être cédés, les charges et les produits liés sont inscrits en compte de résultat dans les comptes 6531 « Autres charges sur legs ou donations » et 7531 « Autres produits sur legs ou donations ».

1.13 Les projets et cofinancement des projets

Les projets sont enregistrés en charge et en dette dès leur validation par les Commissions Territoriales/Thématiques du Partenariat (CTP) par délégation donnée par le Conseil d'Administration.

L'engagement du CCFD-Terre Solidaire est alors ferme, et matérialisé par l'envoi d'un courrier de confirmation aux partenaires concernés.

Les sommes votées non décaissées sont régulièrement réutilisées pour le même partenaire ou pour des projets dans le même pays après validation du Conseil d'Administration. Elles sont reprises en compte de résultat, au débit du compte de charges « subventions versées », et au crédit d'un sous-compte de charge « reprises de Projets Restant A Payer », sans impact, donc, sur le résultat, sur la présentation du résultat ni sur les recettes du CCFD-Terre Solidaire.

Les subventions de cofinancement sont comptabilisées à la date de signature de la convention entre les bailleurs et le CCFD-Terre Solidaire. L'Association constate des produits constatés d'avance en fin d'année sur ces financements pluriannuels à hauteur des dépenses non engagées. Le produit constaté d'avance ainsi comptabilisé correspond à la différence entre les produits comptabilisés et les dépenses réalisées en fin d'exercice.

1.14 Le secteur fiscalisé et la charge d'impôt

Le CCFD-Terre Solidaire a mis en place depuis l'exercice 2000 un secteur fiscalisé, qui comprend :

- l'activité d'élaboration, d'impression et d'envoi des publications du CCFD-Terre Solidaire (Echos du Monde Magazine, Lettre Aux Donateurs), ainsi que les abonnements correspondants
- l'activité de vente de produits issus du commerce équitable ainsi que des produits annexes (par exemple cartes de vœux, cartes Peters...)

Cette activité fiscalisée génère une déclaration. Étant déficitaire, elle ne génère aucun impôt sur les sociétés.

Le CCFD-Terre Solidaire effectue également une déclaration trimestrielle de TVA.

Par ailleurs, le CCFD-Terre Solidaire calcule, enregistre, et paye des impôts sur les revenus de ses capitaux mobiliers, aux taux de 10%, 15% et 24 %. Cet impôt représente 15 150 € en 2025.

1.15 Les délégations diocésaines

L'action du CCFD-Terre Solidaire sur le territoire français est menée par 7 876 bénévoles organisés dans 99 Délégations Diocésaines et 17 régions, ainsi qu'au niveau national. Ces bénévoles ont notamment en charge la mobilisation citoyenne, le plaidoyer local et le développement des ressources (collecte, recherche de financements ...).

Depuis début 2025, la comptabilité des délégations diocésaines est traitée mensuellement par la comptabilité du siège, dans le cadre de la mise en œuvre d'un processus d'harmonisation comptable et budgétaire.

1.16 Rémunération des trois principaux cadres dirigeants salariés

Le total des trois plus hauts salaires représente un montant brut de 206 431 € en 2025.

1.17 Indemnités versées aux dirigeants élus

En application de la loi 2006-586 du 23/05/06 sur le volontariat associatif et l'engagement associatif.

La personne occupant la présidence de l'association perçoit une indemnité forfaitaire depuis septembre 2020. Les montants bruts pour 2025 s'élèvent à 54 990 € pour la présidente. Une personne membre du bureau perçoit également une indemnité forfaitaire depuis septembre 2021, d'un montant brut de 11 775 € pour 2025. Ces indemnités s'expliquent par la baisse d'activité professionnelle rendue nécessaire par leurs responsabilités au CCFD-Terre Solidaire.

L'ensemble des autres membres du Conseil d'administration est bénévole.

1.18 Frais remboursés aux membres du Bureau associatif

Les frais de déplacement remboursés s'élèvent à 16 517 €.

Les frais de déplacement faisant l'objet d'un abandon de frais s'élèvent à 9 876 €.

1.19 Les honoraires du commissaire aux comptes

Conformément au code du commerce (art. R123-198), le montant des honoraires liés au contrôle des comptes annuels du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat 2025 s'élève à un montant de 63 550 € TTC.

1.20 Les effectifs du CCFD-Terre Solidaire

	Nombre de salariés au 31/12/2024	Hommes	Femmes	Employés	Cadres	Nombre de salariés au 31/12/2025
CDI	173	44	134	26	152	178
CDD	7	1	3	0	4	4
Effectif total	180	45	137	26	156	182

2 Informations relatives à l'actif

2.1 Immobilisations incorporelles

Rubriques	Valeur Brute 01/01/2025	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2025
Base de données gestion des projets	267 971			267 971
Micro - informatique individuelle	121 423			121 423
Base de données gestion des dons	2 215 526	331 359		2 546 885
Système comptable	343 866			343 866
Système gestion des dons des DD	15 302			15 302
Site intranet du CCFD	157 471			157 471
Site La Place	66 390			66 390
Photothèque	11 362			11 362
Immobilisations en cours	131 177	115 452	137 141	109 487
Total	3 330 488	446 811	137 141	3 640 158

Nature des biens immobilisés	Valeur brute au 31/12/2025	Total amort. 01/01/2025	Dotations	Sorties de l'actif	Total amort. 31/12/2025	Valeur nette 31/12/2025
Base de données gestion des projets	267 971	231 578	14 428		246 006	21 965
Micro - informatique individuelle	121 423	121 423	0		121 423	0
Base de données gestion des dons	2 546 885	2 114 545	129 701		2 244 246	302 639
Système comptable	343 866	311 402	16 952		328 354	15 512
Système gestion des dons des DD	15 302	15 302			15 302	0
Site intranet du CCFD	157 471	132 838	12 167		145 005	12 466
Site La Place	66 390	29 195	13 278		42 473	23 917
Phototeque	11 362	11 362			11 362	0
Total	3 530 670	2 967 645	186 526	0	3 154 171	376 500

2.2 Immobilisations corporelles

2.2.1 Constructions

Rubriques	Valeur Brute 01/01/2025	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2025
Terrains	602 479			602 479
Sous total terrains	602 479	0	0	602 479
Gros Œuvres	7 363 447	367 334		7 730 781
Façade et toiture	2 045 687	0		2 045 687
Chauffage	1 787 257	2 348		1 789 605
Agencements Décorations...	2 427 775	59 340		2 487 114
Sous total constructions	13 624 165	429 021	0	14 053 187
Total	14 226 645	429 021	0	14 655 665

Nature des biens immobilisés	Valeur brute au 31/12/2025	Total amort. 01/01/2025	Dotations	Sorties de l'actif	Total amort. 31/12/2025	Valeur nette 31/12/2025
Gros Œuvres	7 730 781	2 660 286	85 727		2 746 013	4 984 768
Façade et toiture	2 045 687	1 416 507	75 725		1 492 232	553 455
Chauffage	1 789 605	1 706 880	13 594		1 720 474	69 130
Agencements Décorations...	2 487 114	1 522 595	88 723		1 611 318	875 796
Total	14 053 187	7 306 268	263 770	0	7 570 038	6 483 149

2.2.2 Autres immobilisations corporelles

Rubriques	Valeur Brute 01/01/2025	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2025
Matériel et outillage	114 465	11 538	0	126 003
Matériel de bureau	47 581	0	0	47 581
Matériel de bureau audiovisuel	108 178	6 535		114 713
Base de données gestion des projets - Serveur	5 952			5 952
Micro - informatique individuelle	669 991	110 706	0	780 697
Base de données gestion des dons - Serveur	215 361			215 361
Système comptable - Serveur	0			0
Matériel informatique des DD	58 473			58 473
Matériel d'exposition	137 804			137 804
Mobilier de bureau	320 024	0		320 024
<i>Immobilisations en cours</i>	10 066	2 225	7 956	4 335
Total	1 687 895	131 005	7 956	1 810 945

Nature des biens immobilisés	Valeur brute au 31/12/2025	Total amort. 01/01/2025	Dotations	Sorties de l'actif	Total amort. 31/12/2025	Valeur nette 31/12/2025
Matériel et outillage	126 003	110 389	4 038	0	114 427	11 576
Matériel de bureau	47 581	35 440	5 855	0	41 295	6 286
Matériel de bureau audiovisuel	114 713	43 418	20 734	0	64 152	50 561
Base de données gestion des projets - Serveur	5 952	5 952	0		5 952	0
Micro - informatique individuelle	780 697	511 696	105 575	0	617 271	163 426
Base de données gestion des dons - Serveur	215 361	215 361			215 361	0
Système comptable - Serveur	0	0		0	0	0
Matériel informatique des DD	58 473	58 473	0	0	58 473	0
Matériel d'exposition	137 804	136 815	504		137 319	486
Mobilier de bureau	320 024	310 698	4 009	0	314 707	5 317
Total	1 806 609	1 428 242	140 715	0	1 568 957	237 653

2.2.3 Biens issus de legs ou donations

Rubriques	Valeur Brute 01/01/2025	Acquisitions	Diminutions	Valeur Brute 31/12/2025
Biens Immobiliers	2 704 020	1 115 270	436 563	3 382 728
Biens Mobiliers	7 224	26 551	5 001	28 773
Total	2 711 243	1 141 821	441 564	3 411 501

Les biens issus de legs ou donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis.

En cas de perte de valeur, ils font l'objet d'une dépréciation.

2.3 Titres de participations

Titres détenus	Valeur Brute 01/01/2025	Acqu.	Dim.	Valeur Brute 31/12/2025	Cumul dépré. 01/01/2025	Dot.	Rep.	Cumul dépré. 31/12/2025	Net 31/12/2025
Crédit Coopératif	51 208	1 007		52 215	0	0	0	0	52 215
SIDI	2 737 672	48 236		2 785 908	0	0	0	0	2 785 908
SIDI GESTION SAS	29 743	0		29 743	0	0	0	0	29 743
Solidar'Monde	30 011			30 011	30 011	0	0	-30 011	0
Karthala	30 481			30 481	0	0	0	0	30 481
SA FERMENTS COMMUNS	500	0		500	0	0	0	0	500
SAPIE	4 573			4 573	0	0	0	0	4 573
Total	2 884 188	49 243	0	2 933 431	30 011	0	0	-30 011	2 903 420

L'augmentation de l'investissement du CCFD-Terre Solidaire au capital de la SIDI est lié à des dons ou legs d'actions SIDI au CCFD-Terre Solidaire par des actionnaires.

2.4 Créances rattachées à des participations

Rubriques	Valeur brute 01/01/2025	Aug.	Dim.	Valeur brute 31/12/2025	Cumul dépréciations 01/01/2025	Dot.	Rep.	Cumul dépréciations 31/12/2025	Valeur nette 31/12/2025
Créance ratt. SAPIE	4 955	0	0	4 955	-4 955	0	0	-4 955	0
Total	4 955	0	0	4 955	-4 955	0	0	-4 955	0

2.5 Détail des prêts

Rubriques	Valeur brute 01/01/2025	Aug.	Dim.	Valeur brute 31/12/2025	Cumul dépréciations 01/01/2025	Dot.	Rep.	Cumul dépréciations 31/12/2025	Valeur nette 31/12/2025
Prêts CIDSE	26 714	0	5 893	20 821	0	0	0	0	20 821
Total	26 714	0	5 893	20 821	0	0	0	0	20 821

2.6 Créances sur legs ou donations

Les créances reçues par legs représentent les actifs bancaires et actifs financiers, jusqu'à réception des fonds ou transfert des titres.

Elles s'élèvent à 3 246 128 € au 31/12/2025.

2.7 Echéance des créances et détail des autres créances

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances	
		Jusqu'à 1 an	à plus d'1 an
Actif immobilisé	30 367	4 581	25 786
→ Créances rattachées à des participations	4 955		4 955
→ Prêts	20 822	4 581	16 241
→ Autres immobilisations financières	4 590		4 590
Actif circulant et charges constatées d'avance	8 639 189	8 639 189	0
→ Créances clients et comptes rattachés	15 873	15 873	
→ Avances et acomptes versés	0	0	
→ Autres Créances :	4 397 170	4 397 170	0
_ Dons à recevoir	171 984	171 984	
_ État - Taxe sur la Valeur Ajoutée	82 447	82 447	
_ Produits à recevoir	84 439	84 439	
_ Personnel et comptes rattachés	110 194	110 194	
_ Créances diverses	39 565	39 565	
_ Préfinancements de programmes cofinancés	3 720 022	3 720 022	
_ Compte courant	188 519	188 519	
→ Créances reçues par legs ou donations	3 246 128	3 246 128	
→ Charges constatées d'avance	980 018	980 018	
Total	8 669 556	8 643 770	25 786

2.8 Valeurs mobilières de placement et trésorerie

2.8.1 Gouvernance

La gouvernance des placements financiers de l'Association reste stable tant dans la composition du comité que dans son mode de fonctionnement. Son comité regroupe le trésorier, la directrice administrative et financière et deux bénévoles, dont l'un préside les réunions.

Au cours de l'année 2025, le comité des placements financiers s'est ainsi réuni 8 fois (1 réunion par trimestre et par société de gestion).

Aucun changement de la stratégie financière validée par le Conseil d'Administration n'est à noter. La structure du portefeuille des placements en valeurs mobilières est en baisse : 22,6 M€ fin 2025, soit -5,2 % par rapport à fin 2024 en valeur d'acquisition.

La baisse des ressources d'exploitation a généré une tension sur les disponibilités et a nécessité des opérations de rachat de FCP en octobre pour 900 k€, ainsi qu'en décembre pour 1M€.

Le portefeuille comprend deux Fonds Communs de Placement (FCP) créés pour le CCFD-Terre Solidaire et gérés par deux sociétés de gestion (Mandarine-Meeschaert et ECOFI), régis par un

contrat de gestion déléguée. Les bonnes pratiques des équipes de gestion prennent en compte des indicateurs risques, procèdent à un « reporting » détaillé, sélectionnent des placements selon des critères relevant de l'ISR (Investissement social et responsable), dans le respect du cadre de gestion fixé, dont les exigences vont bien au-delà du label ISR. Pour des raisons de sécurité à échéance, les fonds sont essentiellement placés sur les marchés obligataires et par ailleurs sur les FCP "éthique et partage" sous l'égide du CCFD-Terre Solidaire géré par Mandarin-Meeschaert.

Outre ce portefeuille de valeurs mobilières, l'Association a

- une épargne, placée sur livrets bancaires, qui s'élève à 1,38 M€ au 31/12/2025, ainsi que des liquidités issues de la cession de 1 M€ d'OPCVM Meeschaert (en attente d'être crédités sur le compte courant).
- Un solde bancaire en comptes courants de 2,7 M€ au 31/12/2025
- Une baisse globale de la liquidité de l'Association de 17 % (- 6 M€).

2.8.2 Le contexte économique et les marchés financiers en 2025

Malgré les tensions géopolitiques et commerciales persistantes, et de nombreuses incertitudes, les marchés financiers mondiaux ont connu une progression globalement positive en 2025, avec d'importantes disparités selon les secteurs géographiques et les secteurs d'activité.

Le cycle d'assouplissement des banques centrales démarré en 2024 s'est poursuivi en 2025. La BCE a procédé à quatre baisses successives de 25 points de base, intervenues en janvier, mars, avril et juin, ramenant progressivement le taux de dépôt à 2,00 %. En raison d'un contexte plus compliqué, la FED quant à elle a engagé plus tardivement son cycle d'assouplissement, avec trois baisses de 25 points de base, intervenues en septembre, octobre et décembre, ramenant le taux à 3,75%.

En 2025, l'inflation s'est stabilisée autour de 2,7 % aux États-Unis, 2,3 % en zone euro et 0,9% en France, traduisant un dégonflement progressif du pic inflationniste. Cette normalisation a permis un retour des taux dans des zones acceptables pour les banques centrales et un assouplissement monétaire progressif. Tout cela est fortement mis à mal au premier trimestre 2026.

La croissance annuelle française a été faible (+0,9%) en 2025, en raison des incertitudes économiques mondiales et de l'instabilité politique française.

2.8.3 Situation de la trésorerie et du portefeuille de placements au 31/12/2025

La trésorerie de l'Association est en baisse de 17 %. Au total, la trésorerie placée à court et moyen terme, quel que soit l'instrument support du placement, s'élève à 24 M€ contre 26 M€ fin 2024. La trésorerie en comptes courants est de 2,7 M€ plus 1 M€ en attente de crédit.

Les valeurs mobilières représentent 94 % du total placé, et l'épargne sur livrets 6%.

S'agissant des valeurs mobilières, le comité des placements financiers a poursuivi sa stratégie :

- Sélectivité des contreparties au moyen de la méthodologie relevant de l'investissement responsable (ISR), qui s'attache aux enjeux à long terme en intégrant les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) ;
- Contribution à une politique d'influence par le vote et le dialogue pour l'amélioration des pratiques des entreprises ;
- Division des risques, qu'ils soient géographiques (investissements hors Union Européenne et USA), ou liés aux secteurs d'activité (exclusion des secteurs tabac, alcool, armements, jeux d'argent, production et raffinage en énergies fossiles, industrie nucléaire)
- Cohérence avec le plaidoyer du CCFD-Terre Solidaire : exclusion des émetteurs situés dans un paradis fiscal

LIBELLÉ	VALEURS MOBILIERES au 31.12.2024	AUGMENT.	DIMINUTION	VALEURS MOBILIERES au 31.12.2025	ESTIMATION au 31.12.2025
Titres cotés					
Sicav monétaires, FCP, Obligations	20 546 954 €		1 836 080 €	18 710 874 €	20 833 575 €
Bons à Moyen terme négociable	- €			- €	- €
Actions reçues en donation et ou legs	368 616 €	22 622 €		391 238 €	436 710 €
Total titres cotés	20 915 570 €	22 622 €	1 836 080 €	19 102 112 €	21 270 285 €
Fonds Communs de Placement de partage					
Faim et Développement Equilibre	1 405 109 €	217 286 €		1 622 395 €	1 772 729 €
Faim et Développement Solidarité	1 491 149 €	345 736 €		1 836 885 €	1 958 263 €
Total Fonds communs de Placement de partage	2 896 258 €	563 022 €	- €	3 459 280 €	3 730 992 €
Autres titres					
Bons du Trésor en portefeuille	8 385 €	- €		8 385 €	
Bons du Trésor remis à l'encaissement	- €			- €	
Total autres titres	8 385 €	- €	- €	8 385 €	
TOTAL Valeurs mobilières de placement	23 820 213 €	585 644 €	1 836 080 €	22 569 777 €	

LIBELLÉ	Situation au 31.12.2024		Situation au 31.12.2025
Comptes à terme et comptes livret			
Comptes à terme	- €		- €
Comptes livret	2 192 109 €		1 379 865 €
Total comptes à terme et comptes livret	2 192 109 €		1 379 865 €
TOTAL DU PORTEFEUILLE	26 012 322 €		23 949 642 €

2.8.4 Reprise de provisions sur valeurs mobilières de placement

En 2022, la baisse historique du marché obligataire signalée plus haut avait impacté de façon très importante le portefeuille de placements de l'Association, nécessitant la dotation d'une provision pour moins-value latente sur les valeurs mobilières de placement de près de 1,8 M€.

Fin 2023, en raison de l'évolution favorable sur les marchés financiers, le CCFD-Terre Solidaire a pu reprendre une grande partie (+ 1 179 k€) de la provision précédemment constituée. Cette reprise a

pu être poursuivie à hauteur de 506 k€ fin 2024 et de 120 k€ fin 2025. Elle est maintenant totalement apurée.

Libellé	Provisions au 31/12/2024	Dotations	Reprises	Provisions au 31/12/2025
Provisions sur Valeurs mob. de placement	121 016	987	119 872	2 131
Total	121 016	987	119 872	2 131

2.9 Charges constatées d'avance

Elles sont de 980 k€. Il s'agit de charges payées fin 2025, qui concernent l'exercice 2026 ou suivants.

Le poste majeur est celui des licences, en particulier concernant la gestion de nos bases de données (Salesforce 264 k€), la gestion comptable (Parthéna SAGE- Cleemy : 52 k€) ainsi que des prestations de recrutement de nouveaux donateurs (Dans la Ruche 70 k€, Agence Solidaire 80 k€, Agence 4F 120 k€, Cause à effet 162 k€), et les assurances (Mutuelle St Christophe 65 k€).

Charges constatées d'avance	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
Prestations diverses	432 588	
Sous-traitance	1 236	
Locations	36 609	338
Maintenance et entretien	96 383	19 508
Assurance	70 151	46 519
Abonnements divers	1 484	27 005
Honoraires	1 320	0
Publicité	7 733	146 350
Déplacements	25 590	34 698
Licences	289 058	319 763
Divers	17 867	21 293
Total	980 018	615 474

3 Informations relatives au passif

3.1 Fonds propres

Par suite de la réorganisation des lignes de réserves à l'issue de la clôture des comptes 2009, réorganisation permettant de visualiser la part de la générosité du public non utilisée telle qu'elle se présente dans le CER, les fonds propres se présentent comme suit :

Variation des fonds propres	01/01/2025	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution		31/12/2025
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	7 561 973							7 561 973
Fonds propres avec droit de reprise	0							0
Ecart de réévaluation	1 556 840							1 556 840
Réserves	0							0
→ Fonds de réserve générale	21 471 360	456 641	456 641					21 928 001
→ Fonds de réserve missions sociales	0	0						0
Report à nouveau	2 717 110	-27 243						2 689 868
Excédent ou déficit de l'exercice	429 398	-429 398	-456 641			3 769 097	3 444 541	-3 769 097
SITUATION NETTE	33 736 682	0	0	0	0	3 769 097	3 444 541	29 967 585
Subventions d'investissement	5 725					528		5 197
Provisions réglementées	0							0
Total	33 742 406	0	0	0	0	3 769 625	3 444 541	29 972 783

Une subvention d'investissement avait été obtenue en 2020 du Conseil Régional Grand Est pour l'installation d'un système géothermique dans les locaux du CCFD-Strasbourg.

L'année 2025 se termine par un déficit de 3 769 097 €.

3.2 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Les legs non réalisés au 31/12 de l'exercice sont reportés au passif du bilan à cette rubrique en application du règlement comptable 2018-06 mis en place pour la première fois sur l'exercice 2020. Le montant correspond au montant net estimé des biens en legs reçus et approuvés par le Conseil d'Administration et destinés à être réalisés.

Libellé	Entrées au 01/01/2025	Augmentation 2025	Diminution 2025	Solde au 31/12/2025
Fonds reportés	3 732 724	3 007 489	1 142 322	5 597 891
Total	3 732 724	3 007 489	1 142 322	5 597 891

3.3 Fonds dédiés

Les fonds dédiés correspondent à des ressources dédiées par des donateurs de façon particulière ou sur appel du CCFD-Terre Solidaire à des projets spécifiques.

Libellé	Solde au 31/12/2024	Utilisation 2025	Engagement 2025	Solde au 31/12/2025
<u>Ressources liées à la générosité du public</u>	<u>1 035 384</u>			<u>1 114 652</u>
Fonds dédiés Afrique	3 352	0	0	3 352
Fonds dédiés Afrique Sahel	0			0
Fonds dédiés Afrique Madagascar	0	0	0	0
Fonds dédiés Amérique Latine / Haïti	33 870	20 051	6 712	20 531
Fonds dédiés Asie	4 007	0	8 550	12 558
Fonds dédiés urgence Philippines	0			0
Fonds dédiés Migrations	18 784	0	0	18 784
Fonds dédiés bassin méditerranéen	133 646	125 661	125 449	133 434
Fonds dédiés Cuba	0	0	451 227	451 227
Fonds legs dédiés	714 855	243 222		471 633
Fonds dédiés TAPSA régions	126 872	123 739	0	3 133
<u>Subventions et Contributions financières</u>	<u>0</u>			<u>0</u>
Subventions et Contributions financières	0	0		0
Total	1 035 384	512 673	591 938	1 114 652

3.4 Provisions pour risques

Le CCFD-Terre Solidaire contribue au dispositif de garantie relatif aux engagements financiers solidaires de la SIDI dans les pays en développement par le mécanisme du Fonds d'Incitation au Développement (FID). Le FID permet à la SIDI de ne pas provisionner ses engagements à risque et donc d'investir la totalité de son capital dans le soutien de ses partenaires. Le CCFD-Terre Solidaire est engagé dans le FID à hauteur de 394 463 € au 31/12/2025.

Un risque vis-à-vis d'une Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), relatif à la récupération d'une donation, provisionné en 2019 pour un montant de 108 000 €, est maintenu.

En 2025, de nouvelles provisions pour risques ont dû être passées :

Projet cofinancé à Gaza, litige avec Misereor de 189 000 €

Projet cofinancé au Tchad, litige avec le partenaire Pastor de 91 040 €

Assurance-vie perçue en 2024 et litige avec les héritiers apparu en 2025 pour 104 000 €

Le montant total des provisions pour risques et charges s'élève à 887 259 €.

3.5 Fournisseurs et comptes rattachés

Rubriques	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
Charges à payer relatives aux fournisseurs :		
Fournisseurs	1 832 669	1 618 030
Fournisseurs - factures non parvenues	180 798	205 263
Total	2 013 467	1 823 293

3.6 Dettes sur legs ou donations

Étant donné le règlement 2018-06 obligeant d'inscrire au bilan les legs et donations reçus en vue de les céder, il faut inclure au bilan les dettes pesant sur ces legs ou donations. Elles sont inscrites à cette rubrique depuis l'exercice 2020.

Elles s'élèvent à 1 113 721 € au 31/12/2025.

3.7 Détail des dettes fiscales et sociales

Rubriques	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
Dettes fiscales :	259 855	232 144
→ Impôt à payer sur revenus du patrimoine	15 150	45 227
→ Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	19 621	-41 348
→ Taxe sur les salaires	106 726	106 165
→ Taxe effort de construction	36 884	35 658
→ Taxe AGEFIPH	26 277	25 742
→ Formation professionnelle et autres	0	0
→ Prélèvement à la source	55 197	60 700
Dettes sociales :	2 608 604	2 450 829
→ Personnel et comptes rattachés	20 063	7 790
→ Urssaf / Pôle emploi	613 305	570 084
→ Caisse de retraite	178 046	173 982
→ Caisse de prévoyance	39 800	51 149
→ Mutuelle	188 290	81 911
→ Charges à payer	1 569 100	1 565 913
Total	2 868 459	2 682 973

Les dettes sociales comprennent principalement les provisions légales pour congés payés, avec les charges sociales correspondantes (1 360 777 €), l'URSSAF (613 305 €) et mutuelle, prévoyance, retraite (406 136 €).

3.8 Détail des autres dettes et charges à payer

Rubriques	2025	2024
→ Projets restant à payer	1 867 273	2 116 039
→ Cofinancements restant dus	0	0
→ Conventions de projets	0	0
→ Fonds propres liés aux cofinancements	1 343 951	1 483 486
→ Dettes diverses	357 340	239 829
→ Comités - autres engagements	800	19 347
→ Charges à payer	106 356	67 312
Total	3 675 720	3 926 012

Les autres dettes sont principalement liées au partenariat international : ce sont des projets votés et engagés auprès des partenaires dont les versements n'ont pas encore été effectués au 31/12/2025.

Rubriques	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
Charges à payer financières :	0	0
→ CAP - Intérêts courus à payer		
Charges à payer relatives aux fournisseurs :	180 798	205 263
→ FNP - Factures non parvenues	180 798	205 263
→ FNP - Factures non parvenues comités	0	0
Charges à payer sociales :	1 557 342	1 539 100
→ CAP - Personnel, dettes provisionnées pour congés à payer	706 509	736 273
→ CAP - Personnel, autres charges à payer	368 038	305 988
→ CAP - Organismes sociaux, charges sociales sur congés à payer	388 580	397 588
→ CAP - Organismes sociaux, autres charges à payer	94 214	99 252
Charges à payer fiscales :	0	0
→ CAP - Autres impôts et taxes à payer		
Charges à payer autres :	3 392 099	3 926 012
→ CAP - Diverses	180 075	307 140
→ CAP - Projets catalogues Initiatives	1 867 273	2 116 039
→ CAP - Fonds propres à reverser	1 343 951	1 483 486
→ CAP - Conventions de projets	0	0
→ CAP - Engagements comités	800	19 347
Total	5 130 239	5 670 375

3.9 Echéance des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		Jusqu'à 1 an	à plus d'1 an	à plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit :				
→ à 1 an au maximum à l'origine	0	0		
→ à plus de 1 an à l'origine	0	0		
Dettes financières diverses	0			0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 013 467	2 013 467		
Dettes des legs ou donations	1 113 721	1 113 721		
Dettes fiscales et sociales	2 868 459	2 868 459		
Autres dettes	3 675 720	3 675 720		
Produits constatés d'avance	4 685 664	4 685 664		
Total	14 357 031	14 357 031	0	0

3.10 Produits constatés d'avance

En 2025, le montant total des cofinancements aux initiatives des partenaires signés s'élève à 3616K€. Les produits constatés d'avance s'élèvent 4 686 K€, liés à des cofinancements pour presque la totalité. Les produits constatés d'avance sont en forte baisse (-37 %) par rapport à 2024, traduisant la diminution des conventions pluriannuelles signées en 2024 et en 2025. Les produits constatés d'avance sont comptabilisés à hauteur des dépenses non engagées.

4 Engagements hors bilan

4.1 Engagements retraite

Les droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite font l'objet d'un calcul actuariel à partir du nombre de salariés présents au 31/12/2025, mesurant l'engagement du CCFD-Terre Solidaire.

Le résultat obtenu est un montant chargé de 275 469 €, reposant sur les hypothèses suivantes :

- Taux d'actualisation de 3,96 %
- Table de mortalité INSEE
- Taux de turnover (hors CDD) de 8,71% pour les employés et 13,91 % pour les cadres (moyenne observée sur 18 ans)
- Taux augmentation moyen annuel 2 %
- Age de départ en retraite 67 ans (taux plein)

5 Informations relatives au compte de résultat

5.1 Cotisations et ventes de biens et services

L'augmentation de la ligne Abonnements et autres ventes est liée à l'harmonisation comptable des territoires.

Rubriques	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
Cotisations	28 380	26 278
Ventes de marchandises	1 122	13 200
Abonnements et autres ventes	417 900	58 212
Autres produits	0	0
Total	447 402	97 690

5.2 Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger pour 2025 (version synthétique)

La version détaillée de l'état séparé des avantages et des ressources provenant de l'étranger que l'Association a établi en vertu de l'article 4 du décret n° 2021-1812 du 24 décembre 2021 pris en application des articles 21, 22, 73 et 75 de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021, est mise à la disposition du public, au siège de l'Association, 4 rue Jean Lantier 75001 Paris.

Etat du contributeur (a)	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource (d)
Afghanistan	340,00
Allemagne	4 641,00
Andorre	600,00
Autriche	1 270,00
Belgique	13 450,00
Bolivie	200,00
Burkina Faso	336,00
Canada	645,00
Chypre	12,00
Colombie	1 200,00
Côte d'Ivoire	13,00
Emirats Arabes Unis	750,00
Espagne	3 260,00
Etats-Unis	1 880,00
Gabon	120,00
Guyane	480,00
Hongrie	350,00
Irlande	150,00
Italie	1 284,88
Japon	720,00
Luxembourg	2 031,19
Maroc	182,00
Monaco	1 964,00
Pays-Bas	1 065,00
Pologne	636,00
Portugal	968,00
Roumanie	120,00
Royaume-Uni	1 092,00
Saint-Siège (Vatican)	240,00
Sénégal	200,00
Suisse	545 121,37
Taiwan	50,00
Thaïlande	50,00
Togo	10,00
Ukraine	1 200,00
Vietnam	180,00
Total général	586 811,44

5.3 Détail des autres achats et charges externes

Rubriques	EXERCICE 2025	EXERCICE 2024
→ Etudes et sous traitances	4 672 891	5 440 293
→ Eau gaz électricité	92 487	62 570
→ Frais divers de gestion	635 112	750 321
→ Locations Immobilières dont salle de réunion	339 295	491 826
→ Informatique maintenance et fourniture	498 493	407 182
→ Honoraires et honoraires d'avocat	342 319	470 689
→ Annonces et insertions	1 459 202	1 151 236
→ Catalogues et imprimés	323 730	288 209
→ Personnel Missions et déplacements	1 089 462	1 002 305
→ Affranchissements, Téléphone, fax et Internet	1 170 365	1 081 640
Total	10 623 357	11 146 270

5.4 Legs, donations et assurances-vie

RUBRIQUES	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits liés aux libéralités		
→ Montant perçu au titre d'assurances-vie	1 567 086	3 688 737
→ Montant de la rubrique de produits "legs et donations" définie à l'article 213-9	3 410 200	2 704 927
→ Prix de vente des biens reçus par legs ou donations, destinés à être cédés	452 310	2 042 000
→ Reprises des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations, destinés à être cédés	0	0
→ Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	1 142 321	3 545 903
Total	6 571 917	11 981 567
Charges liées aux libéralités		
→ Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	441 562	2 090 881
→ Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0
→ Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	3 007 489	2 148 227
Total	3 449 051	4 239 109
Total	3 122 866	7 742 459

5.5 Le résultat financier

RUBRIQUES	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits financiers		
→ Produits de participations		
→ Produits d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	1 035	851
→ Autres intérêts et produits assimilés	139 016	234 883
→ Différences positives de change	0	150
→ Reprises de provisions et transferts de charges	119 872	505 678
→ Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total	259 923	741 562
Charges financières		
→ Dotations financières aux amortissements et provisions	987	965
→ Intérêts et charges de cession	0	8 372
→ Différences négatives de change	0	269
Total	987	9 606
RESULTAT FINANCIER	258 936	731 956

5.6 Le résultat exceptionnel

RUBRIQUES	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits exceptionnels		
Produits sur exercices antérieurs	0	258
_ Social et fiscal	0	0
_ Missions, Notes de frais	0	258
_ Divers	0	0
_ Chèques non débités	0	0
QP de subventions d'investissement virée au résultat	0	528
Divers	0	151 705
Total	0	152 233
Charges exceptionnelles		
Charges sur exercices antérieurs	0	4 293
_ Social et fiscal	0	4 293
_ Comités		
_ Missions, Notes de frais		
_ Immobilier	0	0
_ Créances clients	0	0
Valeur Nette Comptable immobilisations cédées		
Divers	0	26 609
Total	0	30 901
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	121 332

6 Contributions volontaires en nature

6.1 Valorisation du bénévolat

Depuis 2022, la méthode de valorisation du bénévolat se fonde sur les données de l'outil de gestion Salesforce qui recense l'ensemble des bénévoles et des activités de bénévolat.

Sous la responsabilité du service de développement du bénévolat, un nombre moyen de jours de bénévolat est attribué à chaque rôle (exemple : membre d'équipe locale, membre commission territoriale partenariale, bénévole siège...), ainsi qu'un niveau de responsabilité (opérationnelle, décisionnelle, CA ou Bureau).

La valorisation de ces niveaux de responsabilité (opérationnelle, décisionnelle, CA ou Bureau) se fait sur la base de 1, 2 ou 3 SMIC horaire brut chargé 2025.

Les activités des bénévoles, en cohérence avec le CROD, sont classées dans les trois catégories ci-après :

- ✓ Missions sociales (notamment mobilisation citoyenne et soutien aux campagnes de plaidoyer)
- ✓ Recherche de fonds (collecte et traitement des dons)
- ✓ Fonctionnement

2025	Nombre de bénévoles	Jours	ETP
Délégations diocésaines	7078	101747	494
Régions	513	9509	46
Instances nationales	122	3144	15
Bénévoles du siège	22	427	2
Autres	141	1892	9
TOTAL	7876	116719	567

2025	Nombre de bénévoles	Jours	ETP
Missions sociales	7276	109189	530
Frais de recherche de fonds	416	2139	10
Frais de fonctionnement	184	5391	26
TOTAL	7876	116719	567

2025	ETP CA et Bureau	ETP de responsabilité décisionnelle	ETP Opérationnels	Total ETP	Valorisation (€)	%
Bénévoles du siège	0	0	2	2	71 162 €	0%
Instances nationales	4	2	9	15	801 836 €	4%
Délégations diocésaines	0	12	482	494	16 405 756 €	83%
Régions	0	19	27	46	2 104 642 €	11%
Autres	0	0	9	9	297 874 €	2%
TOTAL	4	33	530	567	19 681 271 €	100%

2025	ETP CA et Bureau	ETP de responsabilité décisionnelle	ETP Opérationnels	Total ETP	Valorisation (€)	%
Missions sociales	4	33	494	530	18 491 034 €	94%
Frais de recherche de fonds	0	0	10	10	336 762 €	2%
Frais de fonctionnement	0	0	26	26	853 476 €	4%
TOTAL	4	33	530	567	19 681 271 €	100%

En 2025, l'action du CCFD-Terre Solidaire a été assurée par 7 876 bénévoles représentant 567 équivalents temps plein et par 182 salariés.

Le temps consacré par les bénévoles, valorisé à 1, 2 ou 3 fois le taux horaire chargé du SMIC, selon le niveau de responsabilité, représente un montant total de 19 681 k€.

6.2 Prestations en nature

En 2025, 1 978 k€ de prestations en nature ont été offertes par des prestataires de la direction de la communication et de l'information, permettant ainsi de bénéficier d'espaces publicitaires gratuits et de contributions en nature.

2025	Campagne de Carême	Campagne Journée mondiale contre la faim	Campagne de Notoriété	Campagne Recrutement Bénévoles	Campagne de Legs	Campagne de fin d'année	Négos annuelles hors campagnes	Total
Gracieux Grandes Causes	208 433 €	- €	- €	- €	- €	- €	8 890 €	217 323 €
Gracieux Espaces Supplémentaires	- €	- €	703 447 €	- €	- €	317 351 €	- €	1 020 798 €
Gracieux Qualitatifs	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Négociations Prestataires	64 996 €	35 647 €	185 150 €	1 154 €	240 764 €	212 121 €	- €	739 832 €
Total	273 429 €	35 647 €	888 597 €	1 154 €	240 764 €	529 471 €	8 890 €	1 977 953 €

2025	Valorisation (€)	%
Missions sociales	594 194 €	30%
Frais de recherche de fonds	1 006 582 €	51%
Frais de fonctionnement	377 177 €	19%
Total	1 977 953 €	100%

7 Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) et Compte d'Emploi annuel des Ressources collectées auprès du public (CER)

7.1 Format du CROD et du CER

Le CROD et le CER ont été élaborés conformément au règlement CRC 2018-06 du 5 décembre 2018 en vigueur pour les comptes ouverts à partir du 1/1/2020.

Leurs élaborations ont fait l'objet de discussions en Conseil d'Administration et ont été validées par le Conseil d'Administration du CCFD-Terre Solidaire du 16 février 2021. Ces règles ont été à nouveau exposées lors du Conseil d'Administration du 31 janvier 2025, et ont été validées à nouveau.

7.2 Définitions

7.2.1 Détermination du périmètre de la générosité du public

La générosité du public concerne tout don effectué au CCFD-Terre Solidaire sans contrepartie. En font donc partie les dons manuels, dédiés ou non dédiés, les legs, les dons issus de souscriptions à des produits d'épargne solidaire. Toutes les autres sources de revenus du CCFD-Terre Solidaire (abonnements aux publications du CCFD-Terre Solidaire, vente de produits solidaires, produits financiers, etc.) ne font pas partie de la générosité du public.

7.2.2 Définition des missions sociales

Le Conseil d'Administration du CCFD-Terre Solidaire a reformulé et validé en mai 2009 la définition des missions sociales du CCFD-Terre Solidaire, et les dépenses qui doivent y être rattachées dans l'élaboration du CER. Le CER est donc cohérent avec ces définitions, et comprend, dans les postes de missions sociales, toutes les dépenses liées au partenariat international, à l'éducation au développement, au plaidoyer.

7.2.3 Décision du CA du 31 janvier 2025

Le Conseil d'Administration du CCFD-Terre Solidaire maintient les définitions en matière de missions sociales. Ainsi sont considérées dans les postes de missions sociales, toutes les dépenses liées au partenariat international, à l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale et au plaidoyer :

[Pour le Partenariat International :](#)

- Toutes les actions directes visant l'appui des partenaires du CCFD-Terre Solidaire (par exemple, les subventions versées pour des initiatives, mais aussi de la formation, des échanges, etc.),
- Toutes les actions indirectes qui permettent cet appui des partenaires (par exemple, le travail des chargés de mission et des assistantes de la Direction du Partenariat International, les frais d'études et de sélection des initiatives, les frais de mission pour des visites aux partenaires, les frais d'évaluation des résultats obtenus, etc.),
- Toute forme d'appui apportée à une filiale qui soutient elle-même des partenaires, comme la SIDI,

Pour l'Education à la Citoyenneté et la Solidarité Internationale :

- Toutes les actions directes d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (par exemple, la production d'outils à destination des jeunes, les activités de formation et d'animation menées par les membres du réseau et les salariés, l'envoi de bénévoles en voyage d'immersion, etc.),
- Toutes les actions indirectes qui permettent cette éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (par exemple, le travail des animateurs formateurs en région, la vente de produits à la Boutique Solidaire, etc.),

Pour le Plaidoyer :

- Toutes les actions directes de plaidoyer, et tous les moyens indirects mis en œuvre pour permettre ce plaidoyer,
- Les actions mises en œuvre sous forme de grands événements (type Rencontre Nationale, Forum Social Mondial...) et correspondant à l'une ou l'autre des missions de partenariat ou d'éducation au développement.

Certains coûts indirects sont affectés sur base des effectifs salariés et ou sur les directions concernées. Ces coûts indirects concernent :

- Les frais liés directement ou indirectement à la masse salariale (tickets restaurant, taxes handicapés, frais CSE, des honoraires juridiques liés aux ressources humaines, la formation, l'accompagnement des salariés ...),
- Les frais liés aux bâtiments (amortissement, entretien, fluides, taxes locales, assurances), concrètement l'immobilier au service de l'action dans les territoires est réparti en ECSI. Le bâtiment de la rue Jean Lantier est réparti en fonction de l'utilisation par les directions. Le bâtiment de la rue Guy de la Brosse est réparti en ECSI et sur la SIDI.
- Les frais de téléphonie fixe et mobile,

- Les dépenses liées à la microinformatique, à l'infrastructure du réseau informatique et aux applications informatiques.

Les dépenses de la direction générale sont réparties sur base d'une estimation de l'activité opérationnelle : 60% sur les missions sociales (soit 20% sur chacun des leviers d'action), 30% sur les frais de fonctionnement et 10% sur les frais de collecte.

Dans le CROD et le CER les dépenses sont réparties entre International et France. Cette répartition se fait selon la finalité de l'action. Toutes les dépenses liées au partenariat international (financement des projets des partenaires, formation des partenaires, évaluation des projets, projets cofinancés, etc.) sont présentées dans la rubrique « International » et sont suivies et présentées par grande zone géographique : Afrique, Amérique, Asie, Maghreb-Machrek-Balkans et Migrants). Les dépenses de plaidoyer sont réparties 75 % International et 25% France pour refléter la finalité de l'action du plaidoyer du CCFD-Terre Solidaire.

Les dépenses de campagnes de communication sont réparties en reconnaissant la finalité de leur action et des quotes-parts sont imputées selon leur nature. Toutes les campagnes de communication et d'information des donateurs ont aussi pour vocation de sensibiliser le public à la solidarité internationale. Sur cette base les frais de campagne et d'information sont répartis selon les pourcentages dans le tableau ci-dessous sur les missions sociales, les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement :

	Mission sociale	Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement
Les dépenses de fidélisation des donateurs	25%	75%	
Les dépenses de prospection de nouveaux donateurs	25%	75%	
Les dépenses d'information des donateurs	45%	55%	
Les dépenses de campagnes de mission sociale	100%		
Les dépenses de campagnes de mobilisation orientées collecte de fonds	30%	60%	10%
Les dépenses de campagnes de mobilisation orientées notoriété	30%	40%	30%

Les dépenses résiduelles sont affectées selon leur gestion par les directions opérationnelles :

Direction des Partenariats Internationaux (DPI) :	Mission sociale
Direction de la Mobilisation Citoyenne (DMC) :	Mission sociale
Direction du Plaidoyer (DPL) :	Mission sociale
Direction de la Communication et de l'Information :	Mission sociale (principalement)
Direction du Développement de la Générosité (DDG) :	Frais de recherche de fonds
Direction Administrative et Financière (DAF) :	Frais de fonctionnement
Direction des Ressources Humaines (DRH) :	Frais de fonctionnement

7.3 Stock initial de générosité du public

En 2025, le stock initial de générosité du public est le résultat direct du calcul de 2024 du solde des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice.

7.4 Affectation des ressources issues de la générosité du public aux emplois

Conformément à une décision du Conseil d'Administration (octobre 2009), les ressources issues de la générosité du public sont utilisées dans l'ordre de priorité suivant :

- 1) la couverture des frais de recherche de fonds
- 2) le financement de toutes les missions sociales non couvertes par d'autres ressources déjà dédiées, comme les cofinancements, les subventions
- 3) la couverture des frais de communication
- 4) la couverture des frais de fonctionnement non couverts par d'autres ressources (abonnements, vente de produits solidaires, etc...)

La mise en œuvre des missions du CCFD-Terre Solidaire ne nécessitant pas d'acquisitions d'immobilisations, le mécanisme de retraitement de la part des acquisitions d'immobilisations brutes financées par la générosité du public ainsi que les dotations correspondantes n'a pas été utilisé dans l'élaboration du CER.

7.5 Compte d'emploi par origine et destination (CROD)

A-PRODUITS ET FARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION (En milliers d'euros)	Réalisé 2025		Réalisé 2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIF	30 740	30 740	35 628	35 628
1.1 Cotisations sans contrepartie	28	28	26	26
1.2 Dons, legs et mécénat	29 489	29 489	33 915	33 915
- Dons manuels	26 252	26 252	26 046	26 046
- Legs, donations et assurances-vie	3 123	3 123	7 742	7 742
- Mécénat	114	114	127	127
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	1 223	1 223	1 687	1 687
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	2 193	-	3 590	-
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	5 057	-	5 580	-
3.1 Co-financements (Hors FA et postes cofinancés)	4 498		5 034	
3.3 Frais administratifs sur cofinancements	377		419	
3.4 Subventions	182		127	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	120		539	
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	513	513	852	852
TOTAL PRODUITS PAR ORIGINE	38 623	31 253	46 189	36 480
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	31 990	25 612	35 159	26 781
1.1 Réalisées en France	9 591	7 711	10 000	6 655
- Mobilisation citoyenne	9 311		9 408	
- Plaidoyer	282		280	
- Fondation Terre Solidaire	2		313	
1.2 Réalisées à l'étranger	22 399	17 901	25 159	20 125
- Projets Afrique	7 297		7 697	
- Projets Amérique	2 782		2 768	
- Projets Asie	2 534		2 510	
- Projets Mondial	-		-	
- Projets Magreb-Mashrek-Balkan	2 138		2 657	
- Projets Migrants	841		847	
- Projets toutes zones	1 066		1 659	
- Subventions SIDI	651		1 838	
- Accompagnement partenaires	4 244		4 344	
- Plaidoyer	846		839	
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	6 871	6 871	6 886	6 886
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	6 871	6 871	6 886	6 886
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-		-	
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	2 643	1 622	3 233	1 877
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	281		1	
5 - IMPÔT SUR LES BENEFICES	15		-	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	592	592	480	480
TOTAL CHARGES PAR DESTINATION	42 392	34 698	45 759	36 023
EXCEDENT OU DEFICIT	- 3 769	- 3 445	429	457

B-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (En milliers d'euros)	2025		2024	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	21 659	21 659	16 379	16 379
Bénévolat	19 681	19 681	14 188	14 188
Prestation en nature	1 978	1 978	2 191	2 191
Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES NON LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE	-	-	-	-
Prestation en nature				
Dons en nature				
TOTAL	21 659	21 659	16 379	16 379
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	19 085	19 085	14 224	14 224
Réalisées en France	19 085	19 085	14 224	14 224
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	1 343	1 343	1 308	1 308
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	1 231	1 231	847	847
TOTAL	21 659	21 659	16 379	16 379

7.6 Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

EMPLOIS PAR DESTINATION (en milliers d'euros)	2025	2024	RESSOURCES PAR ORIGINE (en milliers d'euros)	2025	2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-MISSIONS SOCIALES	25 612	26 781	1-RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	30 740	35 628
1.1-Réalisées en France	7 711	6 655	1.1-Cotisation sans contrepartie	28	26
1.2-Réalisées à l'étranger	17 901	20 125	1.2 - Dons, legs et mécénats	29 409	33 915
2-FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	6 871	6 886	Dons manuels	26 252	26 046
2.1-Frais d'appel à la générosité du public	6 871	6 886	Legs, donations et assurances vie	3 123	7 742
2.2-Frais de recherche d'autres ressources	-	-	Mécénats	114	127
3-FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 622	1 877	1.3 -Autres ressources liées à la générosité du public	1 223	1 687
TOTAL DES EMPLOIS	34 106	35 543	TOTAL DES RESSOURCES	30 740	35 628
4-DOTATION AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS			2-REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5-REPORTS EN FOND DEDIES DE L'EXERCICE	592	480	3-UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	513	852
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		457	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	3 445	
TOTAL	34 698	36 480	TOTAL	34 698	36 480
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	22 499	22 042
			(+)Excédent ou (-)insuffisance de la générosité du public	-	3 445
			(+) impact du changement de règlement comptable		457
			(-)Investissement et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	19 054	22 499

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE (en K euros)	2025	2024		2025	2024
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES	19 085	14 224	1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	21 659	16 379
Réalisées en France	19 085	14 224	Bénévolat	19 681	14 188
Réalisées à l'étranger	-	-	Prestations en nature	1 978	2 191
2-CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	1 343	1 308	Dons en nature	-	-
3- CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	1 231	847			
TOTAL	21 659	16 379	TOTAL	21 659	16 379

Pour mémoire, rappel du tableau relatif aux fonds dédiés pour la partie relevant de la générosité du public:

FONDS DEDIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	2025	2024
FONDS DEDIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	995	1 366
(-) Utilisation	- 513	- 852
(+) Report	592	480
FONDS DEDIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	1 074	995

8 Filiales et participations

8.1 Tableau des filiales et participations

Sociétés	Date de clôture	Capital	% du capital détenu	Capitaux propres	Quote-Part des capitaux propres détenus	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Chiffre d'Affaires	Résultat net
Participation de 10 à 50%									
SIDI Gestion SAS	31/12/2025	37 000	80,39%	36 778	29 565	29 743	29 743	46 021	689
Participations inférieures à 10%									
Sapie	31/12/2022	52 900	8,65%	169 210	14 629	4 573	4 573	1 037 920	22 339
SIDI SCA	31/12/2025	35 827 312	7,78%	45 430 091	3 532 614	2 785 908	2 785 908	1 516 326	886 854
Solidar'Monde	31/12/2023	1 460 835	2,05%	953 330	19 585	30 011	0	10 874 306	-383 844
Karthala	31/12/2021	612 008	4,98%	1 127 097	56 134	30 481	30 481	622 055	8 130
Credit Coopératif	31/12/2025	1 057 298 000	N.S.	1 407 837 000	N.S.	52 215	52 215	320 855 000	48 789 000

8.2 La SIDI (SCA)

Créée par le CCFD-Terre Solidaire en 1983, la SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement), spécialisée dans le développement de la microfinance au Sud et à l'Est, a été transformé en 2011 en société en commandite par actions à conseil de surveillance et avec un comité de gérance.

Cette transformation avait pour but de permettre l'entrée au capital de nouveaux actionnaires institutionnels importants tout en garantissant le maintien des orientations de la SIDI.

La commandite, SIDI-gestion, comprend des actionnaires jusque-là membres du pacte d'actionnaires, le CCFD-Terre Solidaire et trois congrégations religieuses.

Au 31/12/2025, le CCFD-Terre Solidaire détient 7,8 % du capital. Il est le deuxième actionnaire. Le premier actionnaire détient 8,38 % du capital.

Le CCFD-Terre Solidaire soutient la SIDI par son apport en capital mais également en prenant à sa charge une partie des coûts d'accompagnement des partenaires. Une partie de ce soutien provient des dons des Fonds de partage Faim et Développement (qui sont intégralement affectés par le CCFD-Terre Solidaire à cette action). Les prestations d'accompagnement aux partenaires de la SIDI prises en charge par le CCFD-Terre Solidaire se sont élevées à 528 K€. A ces prestations il faut rajouter des coûts d'amortissement et de maintenance du bâtiment situé rue Guy de la Brosse dans le 5^e arrondissement de Paris, occupé en partie par la SIDI, pour un montant de 30 K€, ainsi que la prise en charge du coût de la gérance pour 93 k€ en 2025.

Le CCFD-Terre Solidaire soutient également la SIDI par sa participation au Fonds d'Investissement pour le Développement (FID), Fonds de garantie permettant à la SIDI de ne pas provisionner dans sa comptabilité ses engagements à risque.

Au 31/12/2025, le CCFD-Terre Solidaire participe au FID pour un montant de 394 464 €. La totalité de cette somme est provisionnée dans les comptes du CCFD-Terre Solidaire.

Capital SIDI au 31/12/2025	35 827 312
Détention capital SIDI par CCFD-Terre Solidaire	7,8%
Valeur brute des titres détenus par CCFD-TS	2 785 908
Comptes courants d'associés FID	4 470 046
Participation CCFD-Terre Solidaire au FID	394 464
Part CCFD-Terre Solidaire au FID	8,8%

8.2.1 Compte de résultat de la SIDI (SCA)

En euros	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits d'exploitation		
Production vendue	1 516 326	1 367 076
<i>Prestations pour l'accompagnement des partenaires</i>	528 000	640 000
<i>Prestations autres</i>	258 581	244 473
<i>Cofinancements</i>	729 745	482 603
Montant net du chiffre d'affaires	1 516 326	1 367 076
Autres produits	330 669	274 201
<i>Produits portefeuille (commissions, jetons présence...)</i>	236 165	202 844
<i>Autres produits d'exploitation</i>	94 504	71 357
Total des produits d'exploitation (I)	1 846 995	1 641 277
Charges d'exploitation		
Autres achats et charges externes	1 985 512	1 392 085
<i>Frais de suivi/accompagnement</i>	182 402	151 487
<i>Prestations externes</i>	658 719	361 863
<i>Charges & transferts à projets liées aux cofinancements</i>	731 284	489 735
<i>Autres charges externes</i>	413 108	389 000
Impôts et taxes	31 201	21 188
Salaires	1 464 295	1 340 527
Cotisations sociales	870 385	818 874
Dotations aux amortissements et aux dépréciations :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	13 877	13 791
Dotations aux provisions	74 749	24 226
Total des charges d'exploitation (II)	4 440 019	3 610 690
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	- 2 593 024	- 1 969 413
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)	-	-
Bénéfice supporté ou perte transférée (IV)	-	-
Produits financiers		
De participations (Dividendes)	2 141 892	2 393 848
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (Intérêts bruts des prêts)	1 305 637	1 281 683
Reprise sur dépréciations et provisions	121 419	597 396
Différence positives de change	133 575	209 250
Produits des cessions d'immobilisations financières	2 024 930	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	234 619	416 560
Autres produits financiers	87 143	
Total des produits financiers (V)	6 049 214	4 898 737
Charges financières		
Dotations aux amortissements et provisions	1 255 063	1 327 767
Intérêts et charges assimilées	254 634	720 225
<i>Pertes liées au portefeuille (radiations...)</i>	199 757	642 786
<i>Intérêts sur emprunts et comptes courants</i>	54 877	77 439
Différences négatives de change	859 769	167 321
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées	187 062	
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie	12 808	113 651
Total des charges financières (VI)	2 569 336	2 328 964
2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)	3 479 878	2 569 773
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	886 854	600 359
Produits exceptionnels (VII)	-	2 186 797
Charges exceptionnelles (VIII)	-	1 333 042
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-	853 755
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)		
Total des produits (I+III+V+VII)	7 896 209	8 726 810
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	7 009 355	7 272 696
BENEFICE OU PERTE	886 854	1 454 114

8.2.2 Bilan de la SIDI (SCA)

ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations incorporelles:				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	65 770	65 770	-	115
Immobilisations corporelles:				
Installations techniques, matériels, et outillage industriels	80 677	62 275	18 402	29 117
Immobilisations financières :				
Participations	25 233 536	2 566 716	22 666 819	23 225 475
Prêts	19 063 958	1 412 054	17 651 904	18 612 234
Autres (Intérêts courus sur prêts)	33 060	-	33 060	47 994
Total de l'actif immobilisé (I)	44 477 001	4 106 816	40 370 185	41 914 935
ACTIF CIRCULANT				
Créances (1):				
Créances clients et comptes rattachés	237 959	41 078	196 880	42 391
Autres créances	1 250 341	-	1 250 341	956 810
<i>Avances sur portefeuille</i>	<i>386 065</i>		<i>386 065</i>	<i>457 284</i>
<i>Créances sur cessions d'immobilisations</i>	<i>424 125</i>		<i>424 125</i>	
<i>Charges constatées d'avance</i>	<i>95 255</i>		<i>95 255</i>	<i>7 180</i>
<i>Autres créances</i>	<i>344 896</i>		<i>344 896</i>	<i>492 346</i>
Valeurs mobilières de placement:				
Actions propres	-	-	-	-
Autres titres	8 636 938	15 281	8 621 657	8 419 491
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	5 964 131	-	5 964 131	4 218 649
Total II	16 089 369	56 360	16 033 009	13 637 341
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)	-	-	-	-
Primes de remboursement des emprunts (IV)	-	-	-	-
Ecart de conversion Actif (V)	286 565		286 565	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	60 852 934	4 163 176	56 689 758	55 552 277
(1) Dont à moins d'un an (brut)	461 689			541 917

PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES*		
Capital	35 827 312	35 177 360
Réserves:		
Réserve légale	3 414 639	3 341 933
Réserves statutaires ou contractuelles	3 471 715	3 162 459
Autres	1 829 571	768 440
Résultat de l'exercice	886 854	1 454 114
Total I	45 430 091	43 904 307
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	634 080	403 601
Provisions pour charges	318 525	262 344
Total II	952 605	665 945
DETTES (1)		
Emprunts et dettes auprès établissements de crédits	2 077 463	3 770 302
Emprunts et dettes financières diverses (Comptes courants associés)	5 247 087	5 023 819
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	91 799	89 223
Dettes fiscales et sociales	498 742	433 962
Autres dettes	1 167 943	469 243
<i>Investissements à réaliser</i>	<i>1 095 745</i>	<i>400 000</i>
<i>Autres dettes diverses</i>	<i>72 198</i>	<i>69 243</i>
Produits constatés d'avance	1 224 028	1 195 476
TOTAL III	10 307 062	10 982 025
Ecart de conversion passif (IV)	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	56 689 758	55 552 277
(1) Dont à moins d'un an	2 675 490	1 537 876

9 Evénements post-clôture

Aucun événement post-clôture n'est à signaler.